

Union européenne : quels défis, quelles urgences, quelles stratégies ?



Le monde bascule, et l'Europe regarde. Alors que l'ordre mondial se reconfigure à vitesse accélérée, trois tribunes publiées dans *Le Monde* les 23, 25 et 27 mars 2026 dressent un même constat : l'Europe est à la croisée des chemins. Retrait américain de la gouvernance de l'intelligence artificielle militaire, choc énergétique provoqué par la fermeture du détroit d'Ormuz, concurrence chinoise adossée à un système profondément répressif : les défis s'accumulent, et ils dressent un constat commun : l'Europe n'est pas prête à y faire face.

Chercheur à l'Institut de recherche pour la paix de Stockholm, député européen, directrices de Human Rights Watch : des voix très différentes, sur des sujets en apparence distincts, arrivent pourtant à une conclusion identique. L'Europe doit arrêter de suivre et commencer à montrer la voie. Non par idéalisme, mais par nécessité stratégique. Car dans chacun de ces domaines, l'inaction a un prix, et ce prix, l'Europe commence à le payer.

-Vincent BOULANIN, chercheur à l'Institut de recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI) : « L'Europe doit montrer la voie en matière de gouvernance des armes autonomes et de l'IA militaire »

Pendant des années, les États-Unis ont été le moteur de la gouvernance internationale de l'intelligence artificielle militaire. Ils ont posé les jalons : la directive de 2012 encadrant l'usage des systèmes autonomes, les principes éthiques adoptés en 2020, puis l'initiative internationale de 2023 visant à fédérer les alliés autour de normes communes. Mais ce leadership s'est effondré. Lors de la réunion de mars 2026 du groupe d'experts de la Convention sur certaines armes classiques, la délégation américaine a bloqué toutes les propositions allant au-delà du cadre du droit international existant. Le message de la nouvelle stratégie américaine est sans ambiguïté : « Fini l'idéalisme utopique, place au réalisme pur et dur. »

Ce revirement place l'Europe devant un choix décisif. Elle peut choisir de ménager Washington en bradant les acquis patiemment construits, notamment sur l'exigence d'une responsabilité

humaine dans l'usage des armes autonomes. Ou elle peut choisir de s'affirmer comme une superpuissance normative à part entière. Elle l'a déjà fait dans le domaine civil avec l'AI Act, premier cadre juridique contraignant au monde sur l'intelligence artificielle. Il lui appartient désormais de faire de même dans le domaine militaire, en portant au niveau international des standards que Washington n'est plus en mesure, ni peut-être en volonté, de défendre.

-Pascal CANFIN, eurodéputé (Renew Europe) : « *L'Europe doit adapter sa stratégie énergétique à la nouvelle donne géopolitique* »

La fermeture du détroit d'Ormuz a redistribué les cartes de l'économie mondiale avec une brutalité que peu anticipaient. Par ce couloir maritime transitent chaque jour entre 20 et 25 % des approvisionnements mondiaux en gaz et en pétrole. Sa fermeture fait mécaniquement monter les prix des énergies fossiles, ce dont la Russie tire un double bénéfice : elle engrange des revenus supplémentaires tout en accentuant sa prise de contrôle sur le prix du blé, étroitement lié à celui du gaz. Les États-Unis, premiers producteurs mondiaux d'hydrocarbures mais aussi grands consommateurs, naviguent dans une ambivalence stratégique. La Chine souffre à court terme, mais ses investissements massifs dans l'électrification de son économie lui confèrent une résilience que ses concurrents n'ont pas anticipée.

L'Europe, elle, est clairement perdante. Elle ne produit pas de fossiles en quantité significative. Elle paie déjà le gaz plus cher que ses concurrents américains. Et surtout, elle a commis l'erreur de simplement substituer le gaz russe par du gaz américain après l'invasion de l'Ukraine, sans réduire sa vulnérabilité structurelle aux aléas des marchés mondiaux d'hydrocarbures. La solution ne peut être que l'électrification profonde de l'économie européenne, appuyée sur le nucléaire et les énergies renouvelables, assortie d'objectifs juridiquement contraignants et d'investissements massifs dans les réseaux. L'Europe ne peut se permettre, au sortir de la guerre en Ukraine, de retomber dans une nouvelle dépendance énergétique.

-Bénédicte JEANNEROD et Maya WANG (HRW) : « *Les pays européens devraient intégrer les droits humains à leurs politiques économiques et étrangères* »

Lorsque l'on parle de « concurrence déloyale » chinoise, on évoque généralement les subventions d'État massives dont bénéficient les entreprises chinoises. Mais ce cadre d'analyse est trop étroit. La compétitivité chinoise repose aussi, et peut-être surtout, sur un système de violations structurelles des droits fondamentaux qui constitue un avantage économique considérable et parfaitement illicite. Les syndicats indépendants y sont interdits. Quelque 300 millions de travailleurs migrants, un chiffre supérieur à l'ensemble de la population active de l'Union européenne, évoluent sans droits égaux à ceux des autres citoyens. Le travail forcé au Xinjiang alimente des chaînes de valeur mondiales. L'accaparement des terres se fait sans recours juridique. Et la surveillance de masse par intelligence artificielle absorbe environ 5 % du PIB national, finançant un appareil de contrôle sans équivalent.

Face à cela, l'Europe hésite. Or cette hésitation n'est pas neutre : tolérer ces pratiques ouvre des failles de sécurité nationale, expose les entreprises européennes à des risques réputationnels croissants, et fournit du carburant aux populismes qui prospèrent sur le sentiment d'injustice

économique. La voie est claire : renforcer, et non affaiblir, les législations sur le devoir de vigilance et l'interdiction du travail forcé ; mobiliser les conventions de l'Organisation internationale du travail et les leviers des accords commerciaux ; restreindre les relations avec les entités chinoises impliquées dans la surveillance ; et lutter activement contre la répression transnationale qui touche les diasporas, les universités et les militants sur le sol européen.

Les trois textes convergent vers une même exigence. Face au retrait américain, qu'il s'agisse de la gouvernance de l'intelligence artificielle, de la sécurité énergétique ou de la défense des droits humains dans le commerce international, l'Europe doit cesser de subir et assumer pleinement un rôle de puissance normative autonome. Ce n'est pas une posture idéologique. C'est une condition de survie stratégique.

Inès GERARD LETOURNEAU (T02) et Romane MUDRY (T03), le 15 avril 2026